

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 19/11/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/10/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BRENNTAG SA**

2 rue Joseph Nicéphore Niepce  
69740 Genas

Références : UDR-CRT-25-199-HD  
Code AIOT : 0006103929

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/10/2025 dans l'établissement BRENNTAG SA implanté 5 rue Arago 69680 Chassieu. L'inspection a été annoncée le 18/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Une pollution historique a été identifiée et est en cours de traitement sur le site de BRENNTAG à Chassieu. L'historique est rappelé ci-après : En 2004, l'inspection constate une pollution de la nappe en solvants chlorés. Le 09/03/2006, le diagnostic approfondi (Burgeap), confirme que la pollution constatée provient du site. En novembre 2006 est mis en place une barrière hydraulique (pompage aval) avec réinjection à l'amont hydrogéologique du site après filtration sur charbon actif. Depuis 2011, il n'y a plus de cuve de solvants chlorés au niveau de l'aire de dépotage. Il existe ainsi un réseau de surveillance composé de 15 Piézomètres et d'un puits de pompage sur le site.

Cette visite faite dans le cadre de l'action régionale 2025 "Inspections surveillance eaux

souterraines" est réalisé de le but de faire le point avec l'exploitant sur le suivi de la dépollution.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BRENNTAG SA
- 5 rue Arago 69680 Chassieu
- Code AIOT : 0006103929
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement de BRENNTAG à CHASSIEU est un établissement classé Seveso seuil haut autorisé par arrêté préfectoral du 21 septembre 2018 et modifié depuis. Cet établissement commercialise des produits chimiques.

L'établissement BRENNTAG exploite, à CHASSIEU, un dépôt de produits chimiques. Les activités exercées sont le stockage en réservoirs, le conditionnement (enfûtage), la dilution, le stockage en entrepôt de produits chimiques divers.

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 11

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Suivi du dispositif de dépollution	Arrêté Préfectoral du 21/09/2018, article 43.3.4	Demande d'action corrective	3 mois
2	Programme de surveillance	Arrêté Préfectoral du 21/09/2018, article 43.3.3	Demande d'action corrective	3 mois
3	Existence surveillance des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65	Demande d'action corrective	6 mois
6	Enregistrement BSS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-3°	Demande d'action corrective	3 mois
8	Transmission à l'inspection	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Demande d'action corrective	3 mois
9	Conception ouvrage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-3°	Demande d'action corrective	6 mois
10	Protection du piézomètre	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Demande d'action corrective	6 mois
11	Abandon piézomètre - comblement	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 13	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Etude hydrogéologique préalable et nombre piézomètres	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-2°	Sans objet
5	Repérage et entretien des ouvrages	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-3°	Sans objet
7	Conditions de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-4°	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a permis d'assurer un suivi du dispositif de dépollution installé sur le site et de contrôler la conformité de la surveillance eaux souterraines.

Il en ressort que l'exploitant doit poursuivre le dispositif de dépollution et s'assurer de la conformité de la surveillance de ce dispositif aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2018 modifié.

De plus la mise à jour de l'étude hydrogéologique est nécessaire pour contrôler la conformité du dispositif en place, faire le bilan du dispositif de dépollution pour adapter la surveillance à l'activité actuelle exercée sur le site.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi du dispositif de dépollution

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/09/2018, article 43.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le dispositif de dépollution est mis en œuvre conformément aux recommandations des études hydrogéologiques actualisées portant sur la pollution des eaux souterraines au niveau du site. Les changements dans ces recommandations sont soumis à l'avis de l'Inspection des installations classées.</p> <p>Les débits de pompage au niveau de chaque puits du dispositif sont contrôlés au moins une fois tous les mois et sont relevés sur un registre.</p> <p>L'efficacité du dispositif de traitement par charbon actif est vérifié trimestriellement par un prélèvement amont et un prélèvement aval et mesure des teneurs en COV et composés traceurs de pollution sur les deux prélèvements.</p>
<b>Constats :</b>

<p>L'inspection a contrôlé le suivi du dispositif de pompage et le traitement de la nappe polluée par des solvants chlorés.</p> <p>D'après l'exploitant la maintenance mensuelle est réalisée par un prestataire extérieur. L'exploitant présente le suivi de la qualité des eaux souterraines de mars, juin et septembre 2025 et le rapport annuel 2024.</p> <p>La piézométrie est relevée chaque mois au niveau des puits en pompage ainsi qu'au niveau des piézomètres de contrôle répartis sur le site. L'inspection constate que le suivi est correctement réalisé.</p> <p>Concernant l'efficacité du traitement le rapport annuel 2024 indique p. 11 <i>"Les concentrations en sortie restent supérieures à celles en entrée de filtre, de même que l'absence d'abattement, voire une augmentation du relargage de polluant, et nécessiteraient le remplacement du charbon actif."</i></p> <p>Sur l'ensemble de l'année 2024 la concentration moyenne COHV entrée est de 126 g/l et la concentration moyenne COHV sortie est de 162 g/l soit un abattement moyen des concentrations : -31,25 %.</p> <p>En 2005, les concentrations initiales en COHV étaient de l'ordre de 2000 g/L, mais les concentrations en COHV actuelles restent très élevées.</p> <p>L'exploitant informe l'inspection qu'il souhaite alléger le dispositif de dépollution voire arrêter le dispositif au regard des résultats de l'abattement de la pollution qui se stabilise sur les dernières années.</p> <p>Pour l'inspection, le traitement doit être maintenu et le charbon actif remplacé (dernier remplacement: juillet 2018).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant remplace le charbon actif.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

## N° 2 : Programme de surveillance

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/09/2018, article 43.3.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>43.3.3 - Réseau et programme de surveillance</p> <p>Le réseau de surveillance se compose des ouvrages visés dans le réseau ci-après. Ce réseau est complété par des mesures sur les eaux souterraines effectuées hors du périmètre de l'établissement dans des zones possiblement impacté par le site. L'exploitant récupère ces mesures auprès des organismes qui en ont la maîtrise.</p> <p>La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe 4. Ce plan est actualisé à chaque création de nouveaux ouvrages de surveillance.</p> <p>Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.</p> <p>L'exploitant fait mesurer les paramètres suivants, avec les fréquences associées : Puits de pompage + 15 Piézomètres</p>

<p>Les composés COV, composés et paramètres traceurs de pollution correspondent aux produits qui ont été présents sur le site.</p> <p>Les prélèvements, échantillonnage et analyses sont réalisés conformément aux normes en vigueur (norme Afnor FD X31 615).</p> <p>Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. Le sens d'écoulement local est déterminé au vu des niveaux et positions des piézomètres, au besoin, ce sens d'écoulement est commenté.</p> <p>Les rapports de mesure sont communiqués à l'Inspection trimestriellement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a consulté les résultats du suivi de la qualité des eaux souterraines de mars, juin et septembre 2025 : Le niveau piézométrique est suivi sur les 15 Piézomètres. Les COV et les composés et paramètres traceurs de la pollution sont suivis trimestriellement sur 2 piézomètres aval et 1 piézomètre amont.</p> <p>Le rapport annuel 2024 montre que les analyses sont réalisées sur les eaux en entrée et en sortie de filtre à charbon actif. Ces échantillons moyens servent au contrôle du bon fonctionnement du filtre à charbon et de son niveau de saturation.</p> <p>L'exploitant n'utilise pas tous ses ouvrages pour réaliser la surveillance les eaux souterraines. Il ne complète par non plus son réseau par des mesures sur les eaux souterraines effectuées hors du périmètre de l'établissement dans des zones possiblement impactées par le site récupérées auprès d'organismes voisins.</p> <p>Les résultats d'analyse sont saisis dans GIDAF, cependant les rapports d'analyse n'y sont pas versés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant met en place un réseau et un programme de surveillance conforme à l'article 43.3.3 de l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2018 modifié</p> <p>Il verse, à l'avenir, les rapports d'analyse dans GIDAF.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 3 : Existence surveillance des eaux souterraines**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Surveillance des eaux souterraines hors contexte de pollution.</p> <p>I.-Sans préjudice des obligations encadrant les ouvrages de surveillance au titre de la loi sur l'eau (en particulier les articles L. 241-1 à L. 214-6 du code de l'environnement), l'exploitant d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une des rubriques suivantes et selon la nature et le seuil mentionnés dans le tableau ci-dessous [...] respecte les dispositions suivantes :</p>

<p>1° Une surveillance des eaux souterraines s'appuyant sur une étude hydrogéologique préalable considérant le contexte naturel compte tenu de l'activité actuelle et passée de l'installation, les substances ou mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, ainsi que les enjeux et les usages associés aux eaux souterraines sur le site de l'installation et aux alentours de ce dernier est mise en place.</p> <p>II.-Les dispositions du I ne sont pas applicables aux installations pour lesquelles le préfet, sur la proposition de l'inspection des installations classées basée sur une étude relative au risque de pollution des eaux souterraines et après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, donne acte de l'absence de nécessité d'une telle surveillance.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le diagnostic approfondi (Burgeap du 09/03/2006) ne concerne que la pollution de la nappe en solvants chlorés. L'inspection constate que d'autres produits susceptibles d'être à l'origine de pollution des eaux souterraines sont présents sur le site.</p> <p>L'étude hydrogéologique de 2006 doit être actualisée et complétée pour prendre en compte le contexte et l'activité actuelle et passée de l'installation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant révisé son étude hydrogéologique pour répondre aux exigences de l'article 65 de l'arrêté Ministériel du 02/02/1998.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

**N° 4 : Etude hydrogéologique préalable et nombre piézomètres**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-2°</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>2° L'étude hydrogéologique préalable définit les nappes d'eau souterraine à surveiller en fonction de leur vulnérabilité et en tenant compte des activités et pratiques réalisées au droit de l'installation. Chaque nappe souterraine à surveiller est dotée d'un plan de surveillance basé sur l'étude hydrogéologique préalable. Ce plan précise en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nombre, le lieu et les caractéristiques des ouvrages : trois ouvrages au moins sont implantés dont un en amont hydraulique, les deux autres en aval hydraulique de l'installation soumise à surveillance, de sorte que les trois ouvrages ne soient pas alignés ;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'étude hydrogéologique de Burgeap du 09/03/2006 identifie bien le sens d'écoulement ainsi qu'un piézomètre amont et 2 aval.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Repérage et entretien des ouvrages**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-3°
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les ouvrages sont convenablement repérés et entretenus.
<b>Constats :</b>  L'inspection constate que l'accès aux piézomètres est facile. La visite montre que les ouvrages semblent convenablement entretenus. L'exploitant a localisé les ouvrages sur une carte.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Enregistrement BSS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-3°
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol du BRGM.
<b>Constats :</b>  L'inspection a contrôlé la prescription par sondage : l'exploitant ne dispose pas du code BSS pour le piézomètre 15. L'exploitant doit enregistrer ses ouvrages de surveillance auprès du BRGM.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant fait inscrire tous ses ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il transmet à l'inspection les codes BSS des ouvrages.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 7 : Conditions de prélèvement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-4°
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b>  4° Les prélèvements (incluant, le cas échéant, une purge préalable des ouvrages), le



conditionnement et l'analyse des échantillons d'eau sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur en s'assurant que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
<b>Constats :</b>  D'après le rapport Burgeap du 18/12/2024, les conditions de prélèvement sont conformes à la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués d'avril 2017 et aux exigences de la norme AFNOR NF X 31-620 1, 2 et 5 : décembre 2021 - « Qualité du sol – Prestations de services relatives aux sites et sols pollués ».
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Transmission à l'inspection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
<b>Constats :</b>  Voir constat n°2.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant verse ses rapports d'analyse dans GIDAF.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 9 : Conception ouvrage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-3°
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b>  3° Les ouvrages sont mis en place de manière à éviter les zones d'activité ou de stockages pouvant constituer des sources potentielles de pollution pour ne pas risquer l'éventuelle

<p>dispersion d'une pollution et limiter le risque de pollutions croisées. Dans le cas d'un aquifère multicouches, les ouvrages ne mettent pas en communication deux aquifères/ nappes séparés par un niveau imperméable et continu.</p> <p>[...]</p> <p>L'étude hydrogéologique préalable vise à apporter tous les éléments de démonstration des mises en communication naturelle, ou de leur absence, entre aquifères. Les positions et longueurs de crépines sont justifiées au regard des aquifères surveillés, des amplitudes du niveau d'eau, du type de polluant recherché et de l'éloignement à la source de pollution.</p> <p>[...]</p> <p>Les coupes techniques et géologiques associées à chaque nouvel ouvrage sont conservées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le diagnostic approfondi (Burgeap) du 09/03/2006 ne permet pas de s'assurer de l'absence de risque de communication entre deux nappes.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'étude hydrogéologique étant à revoir (cf constats précédents), l'exploitant s'assurera que plusieurs nappes ne sont pas superposées afin de contrôler que les ouvrages ne présentent pas un risque de transfert de pollution entre aquifères distincts.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

#### N° 10 : Protection du piézomètre

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête [du forage][...]pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement [du forage][...]des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du [du forage][...]est interdit par un dispositif de sécurité. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'article "43.3.2.3 - Règlements applicables" de l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2018 modifié indique que "Les piézomètres et ouvrages souterrains (puits...) respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003".</p> <p>L'inspection constate que tous les piézomètres :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• ne sont pas en surélévation par rapport au niveau du sol ;</li> <li>• ne disposent pas d'une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de leur tête ;</li> </ul>

• ne disposent d'un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture.  
De plus la visite de terrain a montré que les capots des piézomètres 15 et 3 étaient hors d'usage.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant s'assure que ses piézomètres et ouvrage souterrains (puits...) respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 *portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié*. Cette demande pourra être faite en même temps que la révision de l'étude hydrogéologique.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 11 : Abandon piézomètre -comblement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 13

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux souterraines

**Prescription contrôlée :**

Tout sondage, forage, puits, ouvrage souterrain abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères traversées et l'absence de transfert de pollution.

Pour les forages, puits, ouvrages souterrains, situés dans les périmètres de protection des captages d'eau destinée à l'alimentation humaine ou interceptant plusieurs aquifères superposés, le déclarant communique au préfet au moins un mois avant le début des travaux, les modalités de comblement comprenant : la date prévisionnelle des travaux de comblement, l'aquifère précédemment surveillé ou exploité, une coupe géologique représentant les différents niveaux géologiques et les formations aquifères présentes au droit du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain à combler, une coupe technique précisant les équipements en place, des informations sur l'état des cuvelages ou tubages et de la cimentation de l'ouvrage et les techniques ou méthodes qui seront utilisés pour réaliser le comblement. Dans les deux mois qui suivent la fin des travaux de comblement, le déclarant en rend compte au préfet et lui communique, le cas échéant, les éventuelles modifications par rapport au document transmis préalablement aux travaux de comblement. Cette formalité met fin aux obligations d'entretien et de surveillance de l'ouvrage.

Pour les forages, puits, ouvrages souterrains se trouvant dans les autres cas, le déclarant communique au préfet dans les deux mois qui suivent le comblement, un rapport de travaux précisant les références de l'ouvrage comblé, l'aquifère précédemment surveillé ou exploité à partir de cet ouvrage, les travaux de comblement effectués. Cette formalité met fin aux obligations d'entretien et de surveillance de l'ouvrage.

**Constats :**

<p>L'exploitant indique que le puits de pompage est hors service. De plus, suite aux 3 dernières déclarations d'exploitation indiquant une consommation nulle, la métropole de Lyon est venue poser des scellés sur le puits.</p> <p>L'exploitant ne souhaite pas combler ce puits non utilisé.</p> <p>A noter que ce puits servait à alimenter la station de fabrication d'eau déminéralisée aujourd'hui alimenter par le réseau de distribution d'eau.</p> <p>L'inspection constate que ce puits est identifié dans le réseau de surveillance défini à l'article 43.3.3 de l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2018 modifié. L'exploitant doit se positionner sur le fait de conserver ou de combler ce puits.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant se positionne sur le fait de conserver ou de combler ce puits. Ce puits étant compris dans le réseau de surveillance existant, l'étude hydrogéologique révisée analysera l'opportunité de supprimer cet ouvrage dans le cas où l'exploitant souhaiterait combler le puits.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>